

65996



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/SWCD/INF.6
22 septembre 1969

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Conférence régionale sur une politique
harmonisée de développement rural en Afrique
Moshi (Tanzanie), 13-24 octobre 1969

LE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LA REPUBLIQUE DU CONGO

par Arthur PENE

Directeur général des services
agricoles et zootecniques

M69-2384

LE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LA REPUBLIQUE DU CONGO

par Arthur PENE,

Directeur général des services
agricoles et zootechniques

Pour bien comprendre les problèmes posés par la mise en valeur agricole du Congo-Brazzaville, il faut d'abord avoir présentes à l'esprit les principales caractéristiques de ce pays, que je vais donc rappeler brièvement.

Tirant son nom du fleuve qui constitue sa frontière et sur un millier de kilomètres au nord de Brazzaville, le pays s'étend ensuite à l'ouest jusqu'à la mer dans la région de Pointe Noire de part et d'autre du chemin de fer Congo-Océan, affectant la forme générale d'un L retourné, dont la branche horizontale est fertile dans sa partie centrale (Niari), de même que la zone côtière de Pointe Noire, alors que la branche verticale, au nord de Brazzaville, est beaucoup plus pauvre (savanes des plateaux Batékés), et se termine dans le nord du pays par la forêt tropicale, en forte partie inondée.

Le climat, d'humidité suffisante (1.500 à 1.800 mm) est assez homogène, le massif montagneux côtier du Mayombe ayant cependant une action limitative sur la pluviosité du Niari.

Sur le plan humain, on constate une densité de population beaucoup plus forte dans toute la partie sud et ouest de Brazzaville, devenant brusquement beaucoup plus faible au nord, où seule la cuvette équatoriale présente une densité acceptable, la forêt équatoriale du nord étant pratiquement inhabitée ($\frac{1}{2}$ habitant au km²).

Traditionnellement, la culture pratiquée par la population agricole était une agriculture de subsistance, essentiellement réalisée par les femmes, à laquelle se sont ajoutées des productions commercialisables, qui sont l'arachide, le cacao, le café, la canne à sucre, le palmier à huile et, dans une certaine mesure, le riz.

La zone qui a donné dans ce domaine les meilleurs résultats est assurément la région du Niari, déjà citée, dont les meilleures terres (35.000 ha) ont été consacrées à la culture de la canne à sucre qui assure une production de 100.000 tonnes de sucre par an, satisfaisant les besoins de la consommation locale et une part d'exportation.

Dans la même région, un effort important a porté sur la production d'arachides, tant arachide de bouche que d'huilerie, qui connaît un rendement assez satisfaisant (800 kg/ha) et assure une production globale de l'ordre de 17.000 tonnes. Certaines irrégularités sont constatées dans ce domaine depuis deux ou trois ans en raison de difficultés de ramassage et de règlement de la récolte, dues à des problèmes de transports et de difficultés de trésorerie que nous nous efforçons de faire disparaître.

Dans cette même région, plusieurs secteurs importants (environ 80.000 ha) ont été consacrés à l'élevage, sous la forme de plusieurs ranches, dans le but de constituer un troupeau spécifiquement congolais permettant de satisfaire les besoins d'une population de 800.000 à 900.000 habitants et de remplacer progressivement la viande de chasse, qui devient de moins en moins abondante, même dans le nord et les zones forestières limitrophes du Gabon.

La constitution de ce troupeau pose des problèmes difficiles de sélection d'une race adaptée, trypano-tolérante sinon trypano-résistante, et d'une conformation et d'un volume suffisants pour permettre une exploitation en boucherie satisfaisante. Ce travail est conduit en partant des races N'Dama et Baoulé importées, et a été confié pour le principal à des ranches organisés et dirigés avec l'aide du BDPA français et du FED européen.

Le BDPA a tenté en outre le dressage de boeufs N'Dama pour la culture attelée dans les régions de Loudima et de Mossendjo; ces efforts ne paraissent pas avoir reçu tout le succès escompté, les animaux dressés manifestant une certaine indépendance, reprenant souvent leur liberté, et résistant beaucoup moins bien à la trypanosomiase dès qu'ils fournissent un travail suivi.

Nous avons essayé d'intéresser les agriculteurs à l'élevage en confiant à leurs groupements coopératifs des lots de 20 à 50 bovins en métayage; cet effort se poursuit d'une manière encourageante, mais il faut compter sur un délai assez long pour habituer les Congolais, qui n'ont pas de tradition pastorale, à soigner convenablement et à faire prospérer leur bétail.

En raison de la lenteur de cette évolution, qui va demander une quinzaine d'années au moins, un relai a été préparé par la constitution d'un élevage avicole, chair et ponte, et d'un élevage porcin. Ici les résultats sont évidemment beaucoup plus sensibles déjà, et l'intérêt manifesté par la population beaucoup plus certain. Des problèmes restent cependant à résoudre, qui consistent essentiellement dans la disposition des aliments concentrés indispensables. Des mesures ont été prises à ce point de vue qui consistent pour l'immédiat dans une aide du PAM, et pour la suite dans la mise sur pied d'une fabrication locale alimentée par une production locale de maïs et une préparation de farines de poissons dans la région de Pointe Noire.

En outre, un centre de pisciculture est en cours de réalisation avec l'aide des Nations Unies dans les environs de Brazzaville.

Pour en revenir aux cultures alimentaires, il faut citer le riz dont il est fait 2.000 ha avec une production de 2.100 tonnes, notamment dans les régions sub-forestières du nord de la vallée du Niari (Mossendjo et Sibiti); il s'agit là d'une production de riz de montagne qui est entièrement consommée à l'intérieur du Congo.

Il est intéressant de noter que cette culture est en pleine progression, la population prenant de plus en plus de goût à cet aliment; il serait certes intéressant de pouvoir développer la culture du riz irrigué à laquelle

doivent se prêter certaines terres dans le nord, vers la frontière de la RCA, mais cette forme de riziculture exige des ressources de main-d'oeuvre et des investissements dont nous ne pouvons pas disposer actuellement.

Deux ressources agricoles congolaises méritent une place à part par le rôle qu'elles jouent sur le marché d'exportation. Il s'agit du cacao - production annuelle 1.200 tonnes, et du café - production annuelle 2.500 tonnes.

Ces deux productions présentent l'intérêt de constituer la ressource principale des régions agricoles marginales, au nord du pays, le long de la côte dans le massif du Mayombe, et le long de la frontière gabonaise. Le cacao notamment est d'une excellente qualité et parvient à supporter les frais et aléas d'un transport de 1.500 km. jusqu'à Pointe Noire, dont les conditions et les frais doivent être améliorés. Le volume de cette récolte doit progresser sensiblement dans les années à venir, et constituer un élément de choix de notre production agricole.

Il en est de même du café, dont l'essentiel est malheureusement du type Robusta, l'ensemble du pays étant situé trop bas (300 à 700 m) pour l'Arabica, qui a pu cependant être introduit avec succès en certains points élevés de la forêt limitrophe du Gabon (900 m).

Par contre, nos efforts se heurtent à de nombreuses difficultés dans un autre domaine, celui du palmier à huile. En effet, tant dans la cuvette équatoriale, dont c'était la principale ressource, que dans la plaine côtière du Kouilou, les plantations délaissées par les Européens demandent à être renouvelées, et les usines modernisées. Or les cours actuels, tant de l'huile que du palmiste, ne permettent pas de procéder commodément à un tel investissement, surtout lorsque la production doit supporter un transport de 1.200 à 1.500 km par eau et par fer pour gagner le port d'embarquement.

Un effort important a été consenti depuis plusieurs années dans ce domaine, avec la création d'une usine moderne dans la région de Ouesso, la modernisation de l'usine et la régénération de la palmeraie d'Etoumbi et de celle de Fort-Rousset. Mais il faut attendre encore plusieurs années avant de pouvoir apprécier le fruit de ces efforts et de ces investissements.

Un dernier point enfin à signaler au point de vue production agricole est la production maraîchère : organisée depuis plusieurs années à Pointe Noire avec l'aide du BDPA français, elle nous permet d'exporter régulièrement deux tonnes de produits par semaine sur le Gabon en plus de l'approvisionnement local.

Les centres maraîchers du secteur de Brazzaville satisfont aussi à la consommation locale, mais nous travaillons actuellement à leur organisation rationnelle, et, avec diverses aides extérieures (Chine et FAO), nous pensons mettre sur pied une organisation d'ensemble permettant d'en tirer le meilleur parti.

Cette production est complétée par une excellente production de pommes de terre (1.800 tonnes), concentrée notamment sur le plateau de Djambala-Lékana et Loudima, région qui produit également une certaine quantité de tabac, utilisée localement et partiellement exportée, et qui comporte certains produits de qualité (700 tonnes de feuilles de parément de cigarillos).

Après ce rapide exposé de notre production agricole, il me reste à vous parler de l'action que nous avons entreprise pour coordonner et stimuler cette production.

Bien que ne disposant que de moyens limités dans un pays qui ne compte qu'une population agricole de quelque 500.000 personnes, nous entretenons un noyau de centres agronomiques, fruitiers, de génie rural, et de pisciculture, ainsi que plusieurs fermes d'Etat destinées à donner un exemple valable de ce qu'il faut entreprendre à nos agriculteurs.

Un enseignement agricole a été mis sur pied, comportant un lycée agricole à Brazzaville et un collège agricole à Sibiti, ainsi que des possibilités de formation spécialisée dans diverses disciplines au moyen de bourses de stage à l'étranger.

Tout un programme d'animation rurale a été mis sur pied ainsi qu'une radio agricole, afin de susciter l'intérêt des populations agricoles pour l'amélioration de leur travail et en vue de les préparer à une prise de conscience collective de leurs intérêts. Dans ce domaine aussi nous bénéficions de certaines aides extérieures qui doivent nous faciliter l'animation, le développement rural, et prochainement, le développement d'une organisation coopérative efficace.

A ce sujet toutefois, un des problèmes majeurs demeure la mise sur pied d'un système de crédit offrant des possibilités suffisamment étendues.

J'ajouterai en terminant que l'urgence de nos problèmes ne nous a pas empêchés de mettre sur pied une organisation de statistique agricole qui nous permettra de participer activement à la prochaine enquête mondiale de la FAO.

PENE Arthur
Directeur général des services
agricoles et zootechniques